

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ACHETER-LOUER.FR

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 166 636 939,28 euros
Siège Social : 2 rue de Tocqueville 75017 PARIS
394 052 211 RCS PARIS
(la « Société »)

Avis rectificatif au texte des résolutions figurant dans l'avis aux actionnaires de la Société paru au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 26 mai 2025 (avis n°2502508, bulletin n°63)

Les actionnaires sont informés de la suppression du plafond global maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées sur usage des 11^{ème}, 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 19^{ème} résolutions de l'assemblée générale.

Le paragraphe 4 de la 10^{ème} résolution sera désormais rédigé comme suit :

« **4. Décide** que le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, et de celles conférées en vertu de la 15^{ème} résolution de la présente assemblée, à l'exception de celles réalisées en application du paragraphe 1. (b) ci-dessus, est fixé à quarante-cinq millions (45 000 000) d'euros, étant précisé que sur ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ; »

Dans la 11^{ème} résolution de l'assemblée générale, le montant du plafond global maximum des augmentations de capital est modifié et la référence au plafond global fixé à la 10^{ème} résolution est supprimée. Le paragraphe 2. (i) est désormais rédigé comme suit :

« (i) le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, dans le cadre de la présente délégation ne pourra être supérieur à cent cinquante millions (150 000 000) d'euros ; »

Dans la 12^{ème} résolution de l'assemblée générale, la référence au plafond global fixé à la 10^{ème} résolution est supprimée. Le premier paragraphe de la 12^{ème} résolution est désormais rédigé comme suit :

« Après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, **décide**, sous réserve de leur approbation, que pour chacune des émissions décidées en application des 10^{ème} et 11^{ème} résolutions, que le Directoire pourra augmenter le nombre de titres à émettre dans les conditions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce, s'il vient à constater une demande excédentaire. »

Dans la 13^{ème} résolution de l'assemblée générale, le montant du plafond global maximum des augmentations de capital est modifié et la référence au plafond global fixé à la 10^{ème} résolution est supprimée. Le paragraphe 2. est désormais rédigé comme suit :

« **2. décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à cent cinquante millions (150 000 000) d'euros ; »

Dans la 13^{ème} résolution, les catégories de personnes sont également modifiées comme suit :

« – les sociétés, fonds d'investissement, family office et investisseurs clients de family office, de droit français ou étranger, qui investissent à titre habituel ou ont vocation à investir dans des petites et moyennes entreprises cotées sur un marché réglementé ou régulé géré par Euronext, dont le Directoire fixera la liste étant précisé que le nombre de bénéficiaires ne pourra pas être supérieur à quinze ;

– des holdings, fonds gestionnaires d'épargne collective ou des compagnies d'assurance-vie, de droit français ou étranger, spécialisés dans l'investissement dans les valeurs petites et moyennes ayant une activité dans les secteurs de l'immobilier, de l'internet et/ou de la communication, des médias ;

– des sociétés ou des groupes de sociétés ayant une activité opérationnelle dans les secteurs de l'immobilier et/ou de l'internet et/ou de la communication, de droit français ou étranger et dont le Directoire fixera la liste étant précisé que le nombre de bénéficiaires ne pourra être supérieur à vingt par émission ; et

– de créanciers détenant des créances liquides et exigibles sur la Société ayant exprimé leur souhait de voir leur créance convertie en titres de la Société et pour lesquels le Directoire de la Société jugerait opportun de compenser leur créance avec des titres de la Société. »

Dans la 14^{ème} résolution de l'assemblée générale, la référence au plafond global fixé à la 10^{ème} résolution est supprimée. Le paragraphe 2. est désormais rédigé comme suit :

« 2. décide que le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, par placement privé à l'intention d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, tels que définis à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, dans les conditions fixées par l'article L.225-136 du Code de commerce, en vertu de la présente délégation de compétence, ne pourra excéder 30 % du capital social par an, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ; »

Dans la 19^{ème} résolution de l'assemblée générale, le montant du plafond global maximum des augmentations de capital est modifié et la référence au plafond global fixé à la 10^{ème} résolution est supprimé. Le paragraphe 3. est désormais rédigé comme suit :

« 3. décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal global de cent cinquante millions (150 000 000) euros, étant précisé que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; »

Les autres résolutions dans l'avis aux actionnaires du 26 mai 2025 demeurent inchangées.

Monsieur Laurent CAMPAGNOLO
Président du Directoire